

Compte-Rendu du débat autour de la question des stratégies de la révolution en Iran et de l'alimentation du réseau de solidarité et de réflexion féministe transnational.

Samedi 4 Mars de 16h à 20h à l'EHESS, campus Condorcet- Centre des colloques, à Aubervilliers

L'événement a réuni près de 80 participantes autour de deux temps : un débat sur le mouvement « Femme Vie Liberté » en Iran (contexte historique, lectures et perspectives politiques), et une discussion générale sur les formes de lutte féministe transnationale et les modes d'organisation que nous désirons nous donner.

Le débat, animé par **Jessica Suze**, membre de la coordination nationale #Noustoutes, a été introduit par

Adèle Haenel qui est revenue dans sa présentation sur les enjeux et l'actualité d'une solidarité féministe transnationale au regard des luttes comme celles menées par le mouvement révolutionnaire en Iran depuis septembre dernier.

L'enjeu de l'intervention était d'adresser le faible écho que la révolution féministe en Iran a trouvé auprès des organisations féministes françaises. Il s'agit d'adresser le fait que la question du Hijab en Iran ne peut pas être transposée à l'enjeu qu'il revêt en France. Ce qui est en jeu dans le Hijab obligatoire en Iran, c'est le voile comme outil de contrôle visible et objet de répression meurtrière de la République Islamique. C'est la marque du pouvoir d'un État fondamentaliste et capitaliste sur le corps des femmes et par là sur une population en général. L'enjeu est de produire une frontière visible entre un « nous » et un « elleux ». En France l'Etat islamophobe se saisit du voile dans une image inverse mais à la poursuite d'un même but : cette fois ci ce sont celles qui décident de porter le voile qui sont désignée par l'Etat comme « non intégrées », « contraire aux valeurs de la république ». Cette obsession de l'Etat français pour le dévoilement des femmes s'inscrit dans la longue histoire de la légitimation coloniale, ou le détournement de la notion d'émancipation est là pour assoir un projet extractiviste colonial d'une brutalité sans limite.

Avec Rita Segato nous disons qu'à l'inverse des discours que produisent les États capitalistes, ce n'est pas parce qu'il y a une incompatibilité de culture, un « clash culturel », qu'il y a conflit entre États. C'est au contraire parce qu'il y a une similitude – et donc une concurrence- dans le projet d'accaparement des richesses et d'exploitation du prolétariat entre les factions bourgeoises - et donc les Etats capitalistes sous toutes leurs formes- que celles-ci masquent cette similitude sous des traits culturels radicalisés. La production d'un « nous » national permet à la fois de légitimer le conflit avec les « elleux » et de contrôler le prolétariat national dans un but de mise au pas des classes laborieuses. C'est en ce sens que Rita Segato écrit : « la spectacularisation de la différence est beaucoup plus importante que le contenu de celle-ci ». Le récit national est une manière de décrire les conflits de classes inhérents au système capitaliste comme des conflits importés de l'extérieur, de l'étranger.

Nous, féministes anti impérialistes ici en occident, avons la responsabilité de ne pas abandonner les prises de parole féministe sur la situation en Iran aux mains d'un féminisme libéral qui détache la question de la condition des femmes de celle de l'exploitation généralisée des populations sous les régimes conjoint du capitalisme, des Etats impérialistes et des patriarcats. Pour nous la solidarité transnationale est une responsabilité éthique doublée d'un enjeu tactique. Nous devons autant que possible vocaliser notre soutien à la révolution en cours et prendre les enseignements qui viennent d'Iran, du Kurdistan, du

Balouchistan, car si nous voulons résister de manière efficace, nous devons considérer que les luttes locales nous concernent. En effet, quand les révolutionnaires en Iran arrivent à résister contre la brutalité d'un Etat capitaliste, cela donne une bouffée de courage et une direction de lutte à toutes les personnes du monde qui sont exploitées par le régime néo-libéral du capitalisme.

L'anthropologue **Chowra Makaremi** a proposé une mise en contexte historique et quelques réflexions sur les enjeux du mouvement révolutionnaire qui secoue l'Iran depuis septembre 2022.

Celui-ci a ouvert une nouvelle page non seulement dans l'histoire contemporaine de l'Iran, mais aussi dans l'histoire globale des luttes, avec l'un des premiers mouvements révolutionnaires féministes. En comprendre les ressorts et les enjeux permet d'être plus clair sur la façon dont on regarde ce qui se passe en Iran, mais aussi la façon dont cela nous regarde. Cette présentation a exposé des raisons d'insister sur la dimension féministe de ce mouvement révolutionnaire, en faisant un détour par son contexte historique.

Le mouvement Femme Vie Liberté ne commence pas par une crise politique (comme en 2009) ou économique (comme en 2019) mais par l'outrage d'une mort. La mort de Jina Mahsa Amini est une histoire de corps, de circulation et de présence, de violence et d'impunité policière : pas seulement une violence de genre, mais aussi la violence qui frappe toutes celles et ceux qui dans la mosaïque ethno-nationale ne corresponde pas à l'identité dominante perse, chiite, masculine. Or ces populations maintenues dans une minorité politico-légale, sont aussi les plus touchées par l'exclusion et la violence économique qui s'est généralisée. Ce sont la pensée et la théorie féministes qui nous permettent de saisir les raisons mais aussi les ressorts de la révolte : à travers la notion d'intersectionnalité, mais aussi à travers la puissance politique du deuil et des émotions collectives (Judith Butler, *Ce qui fait une vie. Essai sur la violence, la guerre et le deuil* ; Nicole Loraux dans *Les mères en deuil*).

Ce mouvement s'inscrit dans une tradition de lutte féministe. La présentation fait un bref retour sur cette histoire : du 8 mars 1979 (et de la résistance contre l'obligation du voile, dont l'histoire et la mémoire ont été effacées pendant des décennies) jusqu'à la « Campagne pour 1 million de signatures pour l'abolition des lois de ségrégation de genre » qui outille la société (en pensant en situation la stratification des dominations) et essaime des réseaux (réactivés en 2022), mais se heurte aux limites et aux paradoxes du « réformisme ». A partir de la fin des 2010s, les mouvements de femmes tirent conclusion de cet échec politique et rompent avec le réformisme pour s'attaquer frontalement au régime sur une ligne de démarcation politique, idéologique, identitaire : ils s'en prennent à une arrête du pouvoir qu'est le voile obligatoire, en tant que liberté de choix.

L'image des femmes qui ôtent et brûlent leur voile doit être lue comme une action stratégique de contestation qui donne les coordonnées de la révolte. Quel que soit son devenir, celle-ci désarticule le pacte de gouvernement entre l'Etat et la société sur lequel s'est fondé la forme politique appelée la République islamique.

Somayeh Rostampour, militante du collectif Roja^[1] et chercheuse Kurde est intervenue sur la place de la question kurde dans le soulèvement révolutionnaire de 2022 en Iran.

Sa présentation a proposé à la fois un regard historique du soulèvement au prisme de la révolution de 1979, mais aussi une vision croisée insistant sur l'imbrication du genre, de la classe et de l'ethnie en ce qui concerne la nature de la révolte récente. Le rôle d'avant-garde

du Kurdistan dans ce mouvement en tant que bastion de la révolution est le produit du fort sentiment de destin partagé entre les masses ainsi que de son héritage politique durable, profondément enraciné des luttes organisées et révolutionnaires, transformé génération par génération malgré les fortes répressions et la propagande idéologique. La République islamique est morte mais pas encore enterrée au Kurdistan depuis plus de quatre décennies, surtout après les massacres massifs du début de la révolution de 1979, qui se sont accompagnés de l'assassinat de troupes par le gouvernement central et du jihad de Khomeiny contre le Kurdistan. Pour cette raison, il y a beaucoup d'unités parmi le peuple pour terminer ce qui a été réellement commencé à l'époque où le régime est arrivé au pouvoir en 1979. Depuis l'assassinat de Jina, le pays est en révolte et le Kurdistan est en première ligne tant en termes de revendication que de stratégie de combat par des grèves et autres formes de contestation, mais aussi comme la région la plus ciblée par la répression. La république occupante au Kurdistan pour donner suite au massacre et l'arrestation massive des manifestants, efface le slogan de Jin-Jian-Azadi et écrit à sa place : femme, chasteté, honneur, Homme, autorité ! ce qui montre à quel point ce slogan, à caractère féministe venu du Kurdistan, a semé la peur dans leurs cœurs. Pourtant c'est ce que fait l'occupant misogyne de la terre occupée : après l'occupation, tuant, volant des cadavres, kidnappant des manifestants et détruisant des maisons, il laisse sur les murs ses traces coloniales masculinistes pour imposer son hégémonie par la force et l'intimidation. Et bien sûr, être enterré dans la terre occupée est la fin de toute occupation. Le fait que Jinnah soit issu d'une géographie politique aussi sensible a eu un rôle indéniable dans la formation de ce soulèvement et son avancement.

Depuis la déviation du Kurdistan par les pays colonialistes et impérialistes après la Première Guerre mondiale suite à la chute de l'Empire ottoman, la question kurde a été une attraction transnationale et régionale, plutôt que nationale ou purement locale. Cela se cristallise principalement dans l'impact que le Rojava a eu sur les femmes kurdes en Iran, dont le voyage du slogan de Jin Jiyan Azadi (femme, vie, liberté) n'est qu'un exemple.

Ce qui se passe généralement contre les minorités dans les pays dictatoriaux mais ainsi par les courants orientalistes eurocentristes, c'est qu'elles sont déshistorisées, comme si elles n'avaient ni résistance ni lutte ni subjectivité. Par exemple, le 8 mars 1979, lorsque les premières manifestations de protestation contre le hijab obligatoire ont eu lieu en Iran, en même temps que Téhéran, dans certaines villes du Kurdistan, des femmes sont également descendues dans la rue, mais il n'y a même pas une photo de ces manifestations dans les régions kurdes et c'est ça le fait d'être une minorité. Pour la même raison, lorsqu'une femme baloutche est tuée lors du récent soulèvement, sa photo et son nom apparaissent dans les médias après quelques mois. Le récent soulèvement a également remis en question cette déshistoricisation et a tenté de rendre les minorités visibles.

Rezvan Zandieh artiste-chercheuse et militante de Roja, a mis en lumière la situation des femmes baloutches et leur lutte au sein du mouvement en cours.

La rupture événementielle issue du mouvement féministe intersectionnel « femme, vie, liberté », a eu, en sus de tous les autres résultats obtenus, des répercussions significatives sur

les rapports sociaux notamment entre les populations la marge et celles qui sont au de la société.

En mettant en lumière un sujet politique - femmes baloutches (ainsi qu'à une autre ainsi échelle les femmes iraniennes)- cette rupture a altéré l'image des peuples identifiés comme étant des « hommes barbares et primitifs » et des femmes « victimes et soumises », pour les remplacer par des « symboles de courage et de résistance ».

Dans cette intervention, je parle *AVEC* les femmes baloutches, de leur *résistance* et de leur *subjectivité politique* et non pas seulement de leurs souffrances et de leurs blessures. (Bell Hooks, *Yearning, Race, Class, Cultural Politic*, Routledge, 2014)

Cette contribution porte alors sur le récit inédit de la résistance de ces femmes, l'un des sujets les plus négligés de la résistance, qui ont fait face aux mécanismes complexes d'oppression et aux formes de répression engendrées par le patriarcat.

La prise en compte du contexte social, historique et géographique spécifique dans lequel vivent ces femmes dans cette région révèle qu'elles subissent une double oppression.

D'une part, leur situation résulte de la complicité de trois formes majeures de patriarcat, à savoir les formes tribales, religieuses et fondamentalistes, ainsi que de l'État central religieux. Ces entités sont étroitement entrelacées et se renforcent mutuellement. Ce qui montre que la question du patriarcat religieux et tribal dans cette région n'est ni culturelle, ni traditionnelle, mais politique, structurelle et historique.

D'autre part, l'économie politique qui prédomine dans la région constitue également un facteur clé de la marginalisation et de la répression des femmes baloutches. En effet, le développement des relations capitalistes ainsi que la destruction des ressources naturelles perpétrée par l'État extractiviste ont joué un rôle crucial dans l'altération des ressources économiques locales des baloutches, ce qui a entraîné l'exclusion des femmes des cercles économiques traditionnels et locaux de leur famille.

La compréhension de ces mécanismes de répression est essentielle pour contextualiser la situation spécifique dans laquelle les femmes baloutches résistent et luttent. C'est uniquement en prenant en compte ce contexte social et politique que le récit de leur résistance -quotidienne, civile et politique- expliqué dans cette intervention peut devenir plus explicite et concret.

Un autre aspect qui concourt à la marginalisation de ces femmes et à leur effacement de l'espace social et symbolique résulte des mécanismes assujétissants et aliénants de la représentation médiatique et dominante d'autrui. Cette représentation réduit l'image de la subjectivité de l'Autre à celle d'une victime, ce qui essentialise la souffrance, culturalise l'oppression, dépolitise la résistance et efface l'histoire des luttes. Enfin, le mouvement révolutionnaire de « Jen, jian, Azadi » a créé une occasion non seulement de mettre en lumière, d'activer et de radicaliser les luttes des femmes baloutches, mais aussi de défier l'ordre marginalisateur et répressif du patriarcat et de la logique invisibilisante des médias.

Ces présentations ont été suivies d'un bref temps de questions et réponses portant sur le mouvement révolutionnaire iranien, puis d'un débat d'une heure sur le projet d'Assemblée Féministe Transnationale.

Drass, (militante féministe/LGBTI), a souligné l'importance de fixer dès à présent une nouvelle date pour une assemblée générale (le format de la présente réunion étant celle d'interventions en tribune avec un public). Cette deuxième réunion ouvrira un temps de réflexion sur les questions suivantes : Comment fonctionne-t-on ensemble ? Quels groupes de

travail (thèmes, constitution) ? Il est important de travailler les liens entre le féminisme et le militantisme LGBTI. La question fondamentale n'est pas de savoir comment les féministes françaises « aident » mais comment elles s'inspirent des féministes en Iran, au Rojava, en Amérique latine...

Hanane (Femmes en Lutte 93 - Marche féministe antiraciste PB) suggère de construire avec une charte avec des revendications très claires, notamment autour d'enjeux qui sont centraux tels que l'internationalisme, la position politique des diasporas, l'anti-impérialisme, notre rapport à l'occupation en Palestine, à la domination états-unienne...

Arya (AG féministe PB) souligne l'importance de clarifier notre cadre. La question que nous soulevons est celle de relancer l'internationalisme de fait. D'où parle-t-on ? (Paris n'est pas toute la France). En effet, il s'agit de s'inspirer des modes de fonctionnement de féministes d'autres pays (par exemple, la Coordination Féministe, s'inspire de l'organisation des luttes chiliennes).

Lola explique que le **collectif Cabiria à Lyon** l'a mandatée pour assister à la réunion car l'appel pour une assemblée féministe transnationale correspond, dans ses termes et par son projet, aux formes de luttes dans lesquelles s'inscrit ce collectif. En tant que collectif de travailleuses du sexe, il est de fait transnational et au courant de l'actualité et des luttes sociales dans les autres pays. De fait aussi, ce collectif connaît que trop bien et lutte contre les féminicides en France aussi (elle a rappelé que 6 TS trans ont été tuées depuis 2022). Il y a un intérêt à s'organiser par quartier et un savoir-faire qui peut être partagé. Un mouvement transnational peut aussi renforcer les luttes locales.

Lila (For2med), est engagée dans une ONG qui travaille sur les 2 rives de la Méditerranée. Elle rappelle l'importance de rester mobilisées en faveur des femmes détenues : + de 300 femmes sont détenues politiques actuellement en Afrique du Nord.

Sabrina partage son impression de ramer : manif, grève, soutien... que fait-on maintenant ? Le féminisme français piétine, et elle plaide pour visibiliser les luttes internationales à travers une diplomatie féministe : c'est dans ce sens que travaille son organisation "**Femmes d'avenir**".

Ce temps de débat, trop court pour laisser place à toutes les interventions souhaitées, s'est clos en prenant rendez-vous pour une prochaine réunion où nous discuterons plus concrètement de la façon de nous organiser, des thèmes sur lesquels nous voulons travailler et des enjeux et formes de lutte autour desquels nous voulons avancer ensemble.

La date de cette prochaine réunion, qui interviendra dans un contexte social très dense et combatif, sera annoncée très prochainement par email.

^[1] ROJA est une coordination des groupes de gauche et féministes irano-kurdes à Paris
<https://www.instagram.com/roja.paris/?hl=fr>